



# Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne  
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Bagnolet, le 30 avril 2020

Communiqué de presse

## La vérité sur la souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire n'est pas née avec les récentes prises de parole d'Emmanuel Macron. Le concept a été développé par La Via Campesina et porté au débat public à l'occasion du Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996. Depuis son origine, il présente une alternative aux politiques néolibérales appliquées au secteur agricole. La souveraineté alimentaire désigne en effet le droit des populations, de leurs Etats ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans détruire celle des pays tiers.

N'en déplaise à la FNSEA, la souveraineté alimentaire n'est pas et ne sera jamais un protectionnisme à géométrie variable qui laisse libre cours au dumping de nos exportations à bas-prix.

Des expressions comme indépendance, autonomie, souveraineté ont été empruntées et sont aujourd'hui utilisées par les politiques, l'agrobusiness, la grande distribution et leur communication. Toutefois, aucun d'entre eux n'a entrepris des actions pour réaliser concrètement la souveraineté alimentaire. Ils ont préféré au contraire, la course au "toujours plus, à moins cher" et la mise en concurrence des paysan.ne.s sur la planète - le renouvellement de l'accord de libre-échange entre l'Europe et le Mexique nous le rappelle cruellement.

Comment confier les clés du monde d'après à ces mêmes acteurs alors qu'ils sont à l'origine de notre dépendance et de nos difficultés actuelles ? Comment ne pas dénoncer leurs appels successifs à la compétitivité et leur incapacité à répondre à l'urgence sociale et écologique ? La visite récente d'Emmanuel Macron dans une grande surface, ainsi que sur une exploitation agricole de tomates, hors sol, en serre, chauffée, en est le symbole désolant.

La souveraineté alimentaire n'est pas un nouveau marché pour l'agro-industrie. Elle est même à l'exact opposé des politiques économiques libérales qui ont globalisé l'alimentation et sont à l'origine de la pandémie du Covid-19. Elle ne réduit pas l'alimentation à une marchandise et elle est plus qu'un mode de gestion du besoin en nourriture de la population. Elle est un processus démocratique pensé et initié collectivement. Elle permet de reprendre en main notre alimentation et de définir ensemble comment notre nourriture sera produite, transformée et distribuée, ainsi que de déterminer ses conséquences sur nos territoires, notre santé, notre environnement, nos emplois et le climat.

La souveraineté alimentaire est une base fondatrice de la démocratie territoriale, une démocratie d'initiatives qui écrit son propre destin alimentaire et agricole.

### Contacts :

- Nicolas Girod, porte-parole de la Confédération paysanne : 06 07 55 29 09
- Jean-François Périgné, trésorier de la Confédération paysanne : 07 87 69 16 80
- Roberto Limentani, chargé de communication : 06 95 29 80 78